



MONDE

Et la Chine passe à l'heure d'Orwell...

Fichage 4.0.

Big data et algorithmes ciblent 1,3 milliard de citoyens chinois. Reportage dans l'empire de la cybersurveillance.

DE NOTRE CORRESPONDANT EN CHINE,
SÉBASTIEN FALLETTI

La motocyclette file le long du Bund, traversant l'écran de gauche à droite, en quelques secondes. Suffisant pour capter des détails essentiels. Une flèche rouge pointe le conducteur et des caractères chinois nous informent immédiatement qu'il s'agit d'un homme, assorti de sa tranche d'âge. « Les caméras équipées de nos logiciels sont capables de distinguer 3 000 types de voitures différents », s'enthousiasme Chris, qui mène la visite du showroom de SenseTime, à Shanghai. Cette start-up de 2 000 employés, fondée en 2014, est déjà profitable grâce à un logiciel miracle capable de rendre intelligentes les 200 millions de caméras de surveillance de l'empire du Milieu. L'entreprise discute déjà avec les plus grands comme Alibaba ou Ikea, avec pour slogan d'« offrir une meilleure vie aux Chinois grâce à l'intelligence artificielle ». Mais la véritable vache à lait de la start-up est ailleurs : dans des contrats aussi juteux que secrets du secteur de la sécurité publique. Ainsi, avec la police de Shenzhen ou de Canton, où les caméras de SenseTime ont déjà permis d'arrêter des dizaines de

GILLES SABRIE/NT-REDUX-REA - REUTERS



En temps réel. Xiangyang (Hubei), 6 juin. Des écrans géants flashent en direct les incivilités de rue (ici, un véhicule motorisé sur un passage piéton) et affichent aussitôt la photographie du contrevenant.



Wanted ! Luoyang (Henan), 13 avril. Des policiers, équipés de lunettes de reconnaissance faciale connectées à une base de données, balayent l'espace public pour détecter des personnes recherchées.



Reconnaissance faciale. Pékin, 10 mai. Développée notamment par la start-up d'intelligence artificielle Megvii, la technologie de reconnaissance faciale est devenue l'une des grandes fiertés du président chinois, Xi Jinping.

« criminels », en croisant les visages captés avec les bases de données.

Même son de cloche à quelques encablures de là, chez Yitu, autre start-up dont les bureaux de verre et d'acier dominant ce nouveau quartier tech et culturel du West Bund, symbole des ambitions futuristes de la mégapole chinoise, qui accueillera bientôt une annexe du Centre Pompidou. « Notre algorithme est le meilleur au monde. Il est capable d'identifier un visage parmi 1 milliard de personnes, en une seconde », jure Eva Chen, responsable de la communication. Ici, les employés n'ont pas besoin de badge pour accéder à leurs bureaux perchés : une caméra scanne leur visage à l'entrée et leur ouvre la porte aussitôt.

L'entreprise, fondée par deux camarades de classe venus de Fuzhou, au Fujian, passés par le MIT et Alibaba, anime les magasins « intelligents » du chausseur suisse Bally ou équipe des distributeurs de billets futuristes, permettant de tirer du cash sans composer un code, mais grâce à un sourire à la caméra, pour la China Merchants Bank. Là encore, des marchés en devenir, largement exposés dans le showroom, quoique notre guide soit beaucoup plus discrète sur le véritable cœur d'activité de Yitu. « La sécurité publique est notre principal débouché, mais nous ne voulons pas trop faire de commentaires à ce sujet », ajoute Chen. On apprendra seulement que sa technologie a assuré la sécurité du président Xi Jinping, en avril, à l'occasion du forum de Boao, le Davos chinois, qui se tient sur l'île méridionale de Hainan. Les caméras permettent de scruter les foules pour détecter en amont les fauteurs de troubles potentiels.

Depuis le printemps, une batterie d'articles dans la presse anglo-saxonne, présentant la

SHULES SABRIE/NYT/REDOUX-REA



Chine comme une société orwellienne, digne de « 1984 », ont amené les censeurs à brider les ardeurs de ces start-up. Plus questions de vanter les prouesses sécuritaires des nouvelles pousses chinoises ; les interviews de journalistes sont délivrées au compte-gouttes et doivent se restreindre à la dimension « business ». En pleine guerre commerciale avec Trump, la seconde économie mondiale veut attirer les investisseurs, pas les critiques.

« Cybersouveraineté ». « A l'ère digitale, chaque individu laisse des traces indélébiles derrière lui. Pour un régime autoritaire comme la Chine, c'est une chance extraordinaire », analyse François Godement, directeur à l'European Council on Foreign Relations. Ce groupe de réflexion a publié un rapport fouillé en octobre, décryptant comment le président Xi Jinping use des nouvelles technologies pour assouvir son « rêve chinois », au nationalisme décomplexé, et mieux contrôler une société turbulente de 1,3 milliard d'individus. Pour l'Oncle Xi, le « digital est stratégique », juge Godement. L'affirmation d'une « cybersouveraineté » lui a permis d'isoler ses internautes des sources d'informations étrangères menaçant l'emprise du Parti communiste, grâce à une grande muraille de la censure en ligne. La quatrième révolution industrielle, tirée par l'intelligence artificielle et le big data, doit lui permettre d'accoucher d'une nouvelle gouvernance algorithmique capable de maintenir l'emprise sur les individus, du berceau à la tombe. Pékin n'annonce pas seulement des mantras maoïstes, il invente la dictature 4.0, en passe de devenir un modèle envié pour les hommes forts de la planète, de Poutine à Erdogan. « Le Parti a réussi à transformer les nouvelles technologies en atout au service du contrôle de la population », juge Zhang Lifan, historien indépendant à Pékin. Une prouesse démentant les pronostics des penseurs libéraux occidentaux, qui juraient que la Toile allait libérer les hommes de l'asservissement au XXI^e siècle.



Le wagon bondé s'ébranle et la campagne verdoyante du Fujian défile devant les fenêtres à un rythme toujours plus rapide à mesure que le TGV prend de la vitesse. 210 kilomètres/heure, 240 kilomètres/heure, affiche un écran digital courbe installé au-dessus de la porte d'entrée du compartiment. Soudain, une voix grésille, annonçant les mesures de sécurité : interdiction de fumer ou d'ouvrir les portes. « Toute infraction sera portée au débit social de l'individu », conclut

Toile d'araignée. Pékin, 10 mai. Au quartier général de Megvii. « Le Parti a réussi à transformer les nouvelles technologies en atout au service du contrôle de la population », juge Zhang Lifan, historien indépendant à Pékin.

« Toute infraction sera portée au débit social de l'individu. » Message dans un TGV chinois

le message. Il ne s'agit pas d'un épisode de la série américaine dystopique « Black Mirror », mais d'un banal trajet en train filant vers Shanghai. La plupart des passagers ignorent encore ce que recouvre ce concept. La Chine n'est pas (encore) l'Etat orwellien décrit par certains journalistes occidentaux effrayés. Les silos administratifs d'un empire mosaïque entravent le croisement des données. Les policiers laissent habilement planer le doute sur l'efficacité réelle de leurs outils de contrôle technologique. Mais celle-ci avance à marche forcée dans cette direction, avec pour ambition de noter les individus, leur attribuant des malus ou des bonus en fonction de leur comportement. « Ils y vont tout droit. Imaginez que vous croissiez votre numéro de Sécurité sociale avec vos contraventions, vos données bancaires, votre casier judiciaire, votre situation fiscale et les commentaires de vos employeurs », juge Godement. Le système du crédit social sera le « dieu de l'ère du big data, la main invisible guidant la société et les autorités », théorise Luo Peixin, un haut cadre de l'appareil, à Shanghai. Le spectre du croisement des données plane aussi en Europe et aux Etats-Unis, sous l'ombre menaçante des Gafa (Google, Amazon, Facebook, Apple). Mais, « en Chine, il n'y a pas

GILLES SABRIE/NYT-REDUX-REA (X2)



de CNIL pour protéger la confidentialité des données individuelles», rappelle Godement. Les autorités peuvent puiser sans limites dans les données, notamment les échanges de la messagerie WeChat, au milliard d'utilisateurs, et qui rythme le quotidien des générations connectées. Et un système judiciaire opaque n'offre aucune garantie aux citoyens, à la merci d'arrestations discrétionnaires.

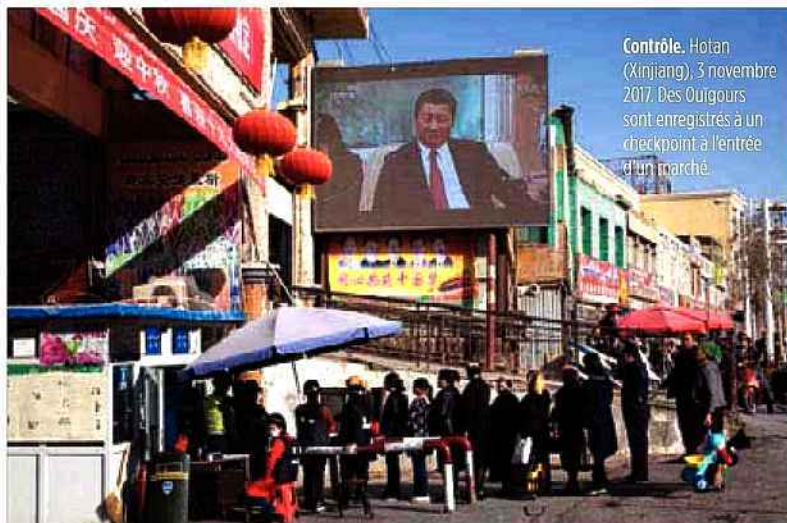
Quant aux forces de l'ordre, elles font disparaître sans aucune protection judiciaire n'importe qui, jusqu'à la plus grande star de cinéma du pays, Fan Bingbing, l'été dernier, avant de la présenter devant des tribunaux sous influence.

Depuis 2015, la longue marche vers la gouvernance algorithmique est en route avec l'attribution d'un numéro à 18 chiffres pour chaque individu et un vaste chantier visant à décloisonner les données administratives et financières, afin d'avoir un système fonctionnel à l'horizon 2020. Le gouvernement s'inspire du privé, en particulier d'Alibaba, dont le système de crédit Sésame offre des avantages à ses consommateurs les plus fidèles. Ainsi, les utilisateurs d'Alipay payant rubis sur l'ongle peuvent emprunter gratuitement un parapluie ou un chargeur de téléphone à la gare de Hangzhou, le siège du groupe, comme l'a testé *Le Point*. Mais le système étatique en cours de mise en place use déjà du bâton : 11 millions de Chinois sont interdits de billets d'avion, selon un rapport publié par le *Global Times*, quotidien nationaliste proche du Parti. Les critères mettant ces citoyens sur la touche restent opaques, allant des comportements incivils à bord à l'absence de solvabilité financière.

« Harmonie confucéenne ». L'Occident individualiste a tôt fait de pointer un virage totalitaire, mais le régime et nombre d'intellectuels chinois mettent en avant la recherche d'une « harmonie » sociale toute confucéenne, orchestrée par le Parti, qui s'apprête à fêter son centenaire en 2021, la tête haute. Le crédit social vise à encourager le *chengxin*, ou l'intégrité, l'une des douze vertus socialistes clés remise au goût du jour par Xi, à l'heure du 19^e congrès triomphal de 2017, lui ouvrant la voie à une présidence à vie. Le nouvel empereur, dont la « pensée » a été inscrite dans la Constitution chinoise, en compagnie de celle de Mao, puise dans la tradition ancestrale pour imposer l'ordre à une société aux écarts de richesse béants et bousculée par trente ans de croissance économique frénétique. Dans cette vision traditionnelle, la notion de vie privée, sanctuaire inviolable en Occident, s'efface devant la primauté du groupe. Selon Confucius, la société idéale est celle où chacun peut dormir sans jamais fermer la porte de sa maison, tant il a confiance en son voisin. Jardin secret interdit!

Une curieuse disparition

Le dernier message envoyé par Meng Hongwei, le patron d'Interpol « disparu » en Chine, était une émoticône en forme de couteau via la messagerie WhatsApp. Ainsi, ce haut fonctionnaire jugeait plus sûr d'employer la messagerie américaine, qui crypte les messages, à WeChat, sa rivale chinoise à laquelle les services de sécurité ont accès. Une préférence qui en dit long sur la méfiance des hauts fonctionnaires chinois dans leurs propres outils technologiques.



Contrôle. Hotan (Xinjiang), 3 novembre 2017. Des Ouïgours sont enregistrés à un checkpoint à l'entrée d'un marché.

L'usage du bâton pour bâtir une société plus policée est ancré dans la tradition pragmatique et a déjà été appliqué à l'échelle d'un Etat moderne de tradition chinoise: Singapour. Sous la houlette du visionnaire Lee Kuan Yew, la cité-Etat autoritaire encombre le quotidien de ses 5 millions d'habitants de multiples interdits assortis d'amendes expéditives, même pour un chewing-gum écrasé. Cette stratégie en a fait un hub économique parmi les plus avancés du monde, admiré même en Occident. Un modèle pour les dirigeants chinois depuis Deng Xiaoping, qui espèrent aujourd'hui pouvoir l'appliquer à l'échelle du pays le plus peuplé du monde grâce au levier des nouvelles technologies. « C'est le moyen pour la Chine de devenir un pays développé », explique M. Gao, un fonctionnaire shanghaiense promenant sur le Bund.

« La Chine sera plus avancée que les Etats-Unis en matière d'intelligence artificielle, car la population est plus ouverte aux nouvelles technologies. Et le marché offre une masse de données sans rivale », juge Eva Chen. Résultat, la Chine est... à la masse. A l'image du moteur de recherche Baidu, qui a accouché d'un algorithme permettant de prédire tout rassemblement de foules trois heures à l'avance. Le rassemblement d'étudiants sur la place Tian-

Les autorités inscrivent des codes QR sur les portes des maisons pour mieux identifier les habitants.

anmen semble voué à l'échec au XXI^e siècle. Et le terme même est déjà oublié des nouvelles générations, puisque le mot clé est interdit sur les réseaux sociaux, accomplissant une amnésie numérique à l'échelle de l'empire.

Assimilation forcée. L'intelligence artificielle ouvre la porte à une gestion prédictive de la sécurité publique grâce à des algorithmes identifiant des individus « à risque ». De nouvelles méthodes testées à ciel ouvert dans un laboratoire géant de désert et d'oasis, au Xinjiang, la province occidentale musulmane turcophone. Là-bas, Pékin mène une implacable campagne d'assimilation contre les membres de la communauté ouïgoure, soupçonnée de « séparatisme » et de « terrorisme ». Ses membres doivent télécharger une application sur leur téléphone permettant de traquer leurs mouvements. Les autorités inscrivent même des codes QR sur les portes des maisons pour mieux identi-

300 millions

La Chine compte avoir 300 millions de caméras de télé-surveillance en opération à l'horizon 2020.

30 milliards de dollars

C'est la somme que les forces de police chinoises vont dépenser pour se doter d'outils technologiques de surveillance dans les prochaines années.

fier les habitants. Les mailles de ce grand filet technologique ont permis l'internement de 1 million de Ouïgours dans de vastes « camps », selon l'ONG Human Rights Watch. Des centres de « formation », a répliqué Pékin, sous pression. « Le Xinjiang est très sûr ! » se félicite Bing Bing, une jeune Shanghaienne de retour d'un road trip dans la province avec des copains, approuvant la multitude de barrages quotidiens à franchir.

La province reculée permet de tester des outils qui sont ensuite appliqués au reste du territoire, selon la méthode des projets pilotes chère au Parti. A l'image de ces appareils qui permettent de scanner en quelques instants le smartphone d'un individu et d'extraire ses mots de passe, son historique de communication et le contenu de ses messages. Testés d'abord au Xinjiang, ils apparaissent désormais dans les commissariats à Pékin ou à Shanghai.

Ce « flicage » 4.0 semble approuvé par une majorité de la population. A certains carrefours de Shanghai, des écrans géants capturent la photo des piétons indisciplinés ne traversant pas dans les clous, leur infligeant une amende aux yeux de tous. Personne ne se rebelle. « C'est une bonne chose, cela force les gens à mieux se comporter », explique Hu Zhou, fonctionnaire retraité assis sur un banc, le long du Bund. Même avis de Mlle Zhu, guide touristique de 34 ans venue de Nankin: « J'aurais honte que mon visage apparaisse ainsi aux yeux de mes enfants, donc je fais attention. » Perte de face, quand tu nous tiens ! Mais certains, parmi les jeunes générations, froncent les sourcils. « Je n'aime pas ça, car cela touche à ma vie privée », explique Rebecca Zhou, 25 ans. Pourtant, la jeune femme ne compte pas se rebeller, car elle se juge « bonne citoyenne ». Tout va bien.

« L'essentiel est que l'intelligence artificielle accouche d'une société plus sûre », explique Eva Chen du haut de sa tour de verre dominant fièrement les eaux troubles du fleuve Huangpu. Le rêve chinois prend corps ■

NG HAN GUAN/AP/SIPA